

CHAPITRE 3

La folle machine

Vulcain est tombé sur la tête. Un peu partout sur l'Hexagone, il sème ses enfants, qui sont autant de créatures mal conçues, mal bâties, mal surveillées, qui tombent souvent malades et peuvent causer chez les voisins des épidémies dont on ne guérit pas. Par bonheur, lesdits voisins deviennent de plus en plus méfiants, ne se laissent plus bercer par les sornettes qu'on leur débite à l'envi et se battent pour préserver leur santé et celle de leurs futurs descendants.

L'histoire d'Itteville, dans l'Essonne, est exemplaire de ces combats.

Itteville, c'était une décharge bien anodine, bien de chez nous, avec ses buttes de terre, ses peupliers, ses herbes folles et son grillage de clôture ornée du classique panneau « chantier interdit au public ». Elle n'était plus en fonctionnement

depuis des années mais comme elle se trouvait à une centaine de mètres du Bouchet, un centre du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) à présent abandonné, on se méfiait – surtout depuis Tchernobyl. Des rumeurs circulaient, on parlait de matières radioactives et même d'explosifs enterrés subrepticement...

En avril 1990, un organisme indépendant, la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité) procéda à des mesures et celles-ci indiquèrent la présence d'émissions de radon supérieures à la moyenne constatée en région parisienne. Le radon est un gaz naturel radioactif issu de la désintégration du radium, cancérigène à haute dose, que l'on rencontre surtout dans le sol et la basse atmosphère.

Aussitôt, la presse déterra le dossier, les associations se mobilisèrent. Interrogé, le responsable du Centre d'études nucléaires de Saclay, dont dépendait le Bouchet, nous fit savoir que, certes, vingt mille tonnes de déchets étaient entreposés dans cette décharge, mais qu'ils présentaient un taux de radium si faible que depuis dix ans, aucune mesure n'avait été effectuée sur les eaux souterraines liées à ce site. Voilà qui pouvait paraître rassurant, mais à bien y réfléchir, tout de même...

dix ans sans se donner la peine de promener un appareil, même par acquit de conscience, n'était-ce pas un peu léger?

– De toute façon, comme nous ne fabriquions pas de plutonium au Bouchet, ce terrain n'est pas dangereux, nous rassura-t-il. D'ailleurs toutes nos analyses récentes le confirment.

Ah, bon. Tout était donc pour le mieux dans le meilleur des mondes nucléaires possible. Pour un peu, à les en croire, on aurait pu transformer cette décharge en terrain de golf. On devait apprendre plus tard par des indiscretions – car l'information était cadencée – que les fameuses analyses avaient été menées par deux services différents ayant travaillé en parallèle, selon des techniques différentes, et sur un site dont aucune cartographie n'avait été dressée... Voilà qui faisait désordre, même pour une décharge.

– Quelqu'un pourrait très bien planter sa tente ici et vivre en permanence sans risquer quoi que ce soit, nous rétorqua un responsable du CEA – sans pour autant se porter volontaire pour l'opération, pas si bête.

Le 23 août 1990, le préfet annonça que le service central des rayonnements ionisants (ministère de la Santé) confirmait les analyses du CEA : il n'y avait pas l'ombre du début d'un risque pour

la population environnante, et d'ailleurs, on allait réhabiliter le site.

Réhabiliter? Vous avez dit réhabiliter? Cela signifiait qu'ils pourraient tout labourer, tout chambouler sans aucun contrôle, et brouiller les pistes... C'était compter sans ces mauvais coucheurs d'écolos! Ils eurent le toupet de porter plainte pour infraction au code de la santé publique, ce qui eut pour effet immédiat de bloquer la réhabilitation prévue.

Comme un bonheur ne vient jamais seul, en septembre, le Premier ministre interdit au CEA de toucher à la décharge. La confiance régnait.

En novembre 1991, un nouveau préfet de l'Essonne particulièrement pugnace demanda à l'Institut de protection et de sécurité nucléaire d'effectuer de nouvelles mesures. O surprise, celles-ci étaient tout à fait différentes des premières! La teneur en radon avait fait un furieux bond en avant, au point que la radioactivité était dix fois supérieure à la limite réglementaire, et à certains endroits, cinquante fois! En outre, cette radioactivité dépassait largement les frontières de la décharge – et dès lors, on pouvait se demander à quoi servaient les grillages... Le préfet exigea du CEA des explications sur l'origine des points à haute radioactivité. Harcelé de questions, d'inter-

pellations, ledit CEA décida de faire creuser une tranchée sur le site pour aller y voir de plus près.

C'est alors que Mars tonna. Le ministère de la Défense, sortant d'une longue torpeur, se réveilla soudain :

– Attention, ne piétinez pas mes plates-bandes, ça peut faire boum!

Il porta en effet à la connaissance du CEA – qui ne semblait au courant de rien, n'avait rien vu, rien entendu... – qu'entre 1954 et 1961, puis entre 1966 et 1970, on avait enfoui sur le site de la décharge des produits chimiques, notamment des toxiques résultant de recherches militaires et, pour faire bonne mesure, des explosifs simplement recouverts d'une couche de terre... excusez du peu! Le malheureux campeur-kamikaze qui aurait décidé d'établir sa tente en ces lieux se serait sans doute volatilisé en plantant son premier piquet...

Et c'est ainsi que les habitants du voisinage apprirent que la paisible décharge devant laquelle ils passaient chaque jour, près de laquelle ils flânaient et baguenaudaient, cet innocent et banal « chantier interdit au public », était à la fois une source de radioactivité, une usine toxique et un champ de mines...

En juin, après expertise, contre-expertise et

chamailleries en tous genres avec envois de Bequerel à la figure et retour à l'envoyeur, un laboratoire officiel confirma les chiffres de la CRIIRAD. Oui, le radon était bien dangereux et les responsables bien irresponsables.

S'ensuivit une promesse de remise en état du site.

Aux dernières nouvelles, pas de nouvelles..

Connaissez-vous la Hague? Cette gigantesque pierre tombale plantée sur sa presqu'île vaut le détour : elle illustre toutes les hérésies, toutes les aberrations, toutes les folies qui hantent ce monde si particulier qu'est le nucléaire made in France.

Lorsque je m'y suis rendue en visite, en 1990, le député que j'étais fut pris en main par une armada de spécialistes du lavage de cerveau mondain. Ils m'ont expliqué, la mine gourmande et des trémolos dans la voix, que cette superbe poubelle, fabriquant sa propre merde à partir de celle des autres pays, était un pur joyau de l'art technologique, que le retraitement des déchets radioactifs, c'était le coup de génie du siècle à en faire baver de jalousie le monde entier...

— Objection, votre honneur, ai-je eu le mauvais goût de rétorquer : les Italiens, les Allemands,

sont en train de réduire leur production, ne retraitent pas leurs déchets, et les Américains eux-mêmes préfèrent les stocker, car le retraitement crée plus de problèmes qu'il n'en résout. Ça ruine et ça pollue. Vous n'étiez pas au courant?

Silence à couper au laser, puis haussements d'épaules apitoyés devant les ratiocinages de cette pauvre antinucléaire primaire aux sabots pleins de paille.

— Mais non, chère madame, vous verrez qu'ils y reviendront la queue basse, à notre cher retraitement...

Depuis dix ans, le couplet n'a pas changé, la Cogema nous bassine de cette même rengaine.

Depuis dix ans, le disque est usé et les faits lui donnent tort. La filière des surgénérateurs pourrit sur pied, se ride dans tous les coins, pète de partout et... pompe de plus en plus de milliards d'argent public. Des sous, vite, des sous, encore plus de sous! Les fissures sur les couvercles des cuves risquent de nous coûter la coquette somme de 400 à 500 millions par réacteur, une paille... Cela n'empêche pas les nucléocrates de clamer que le prix du kilowatt-heure français est le moins cher du monde, ce qui est un mensonge éhonté, car ils truquent les calculs et le savent parfaitement.

Pour faire passer l'amère pilule, ils ont inventé le fil à couper le beurre de la certitude absolue : « la panne zéro ». On a beau leur faire observer que, statistiquement, cela n'a aucun sens puisque dans le domaine scientifique il existe obligatoirement une part d'aléas, ils ne bronchent pas d'un poil. Sûrs d'eux et dominateurs, ils nous mènent droit à la catastrophe avec l'immuable superbe des grands irresponsables. C'est une nouvelle ligne Maginot en mille, dix mille, cent mille fois plus cher.

Ce délire a commencé dans les années cinquante. Le gaullisme avait fondé notre développement économique sur quelques fleurons tels l'aéronautique, l'armement et le nucléaire, pieusement déposés dans le berceau des entreprises nationalisées. Leurs hauts dirigeants, chercheurs et concepteurs, commencèrent alors à se vivre comme les héros des temps modernes. Ils considéraient qu'ils devaient, contre vents et marées, protéger ces secteurs de pointe de l'incurie des politiques et des états d'âme d'une opinion aussi ignorante que manipulée.

D'où le secret. Déjà le secret. Pas question de laisser la masse inculte passer son nez entre les portes blindées. « Tout va bien, il n'y a aucun

danger, on vous dit, mais de grâce, taisez-vous et payez, nous ferons le restel »

Très tôt, ce lobby chéri du pouvoir utilisa au Parlement la procédure du vote bloqué pour faire passer en force les dossiers du nucléaire civil. Pas question d'un vrai débat, alors qu'on engouffrait allégrement des milliards et mettait en jeu la santé des populations.

Dans les années cinquante, malgré l'opposition des députés de tout bord, clamant à l'unisson qu'on courait à la catastrophe, la CEA et EDF se lancèrent à fric perdu dans la fameuse filière uranium-graphite-gaz, une filière purement française, mōssieur! On allait voir ce qu'on allait voir! Et on a vu, effectivement : cinq ans plus tard, les mêmes achetaient, la queue basse, la licence américaine à uranium enrichi. On avait mis à côté de la plaque, comme aurait dit de Gaulle. Bah, on allait repartir de plus belle... et cette fois, on allait revoir ce qu'on allait revoir!

Dès 1968, des députés s'alarmèrent : si on se lançait dans la filière des surgénérateurs, on allait se planter! Gloussements méprisants des nucléocrates. Ah, ces politiques, tous des rigolos... ça ne savait pas résoudre une équation du second degré et ça osait causer science? Triste époque... Heureusement, on se passerait d'eux pour réaliser ce

grandiose projet qui ferait se pâmer d'envie le monde entier...

Et puis, peu à peu, le temps passant, on se rendit compte que ces gigantesques cuves, ces kilomètres de tuyaux, c'était encore plus compliqué à faire fonctionner qu'une chaudière de salle de bains... ça tombait en panne, ces petites merveilles... dès qu'on réparait dans un coin, ça pétait dans un autre... et puis ça vous fabriquait des déchets de plus en plus puants, à enterrer de plus en plus profond, de plus en plus loin, de plus en plus cher... N'importe, pas question de laisser tomber. Trois petits tours de vis, un coup de soudure, hop, on chanstiquait une réparation vite fait en attendant la prochaine, on filait un coup de barbouille pour faire joli, ni vu ni connu je t'embrouille... et pas un mot à la reine mère, surtout! Tous ces méchants, ces jaloux, à l'extérieur, seraient capables de couper les crédits! Montons des rapports bidon, des inspections bidon, l'opinion publique n'y verra que du feu... et quand on vous interrogera, les gars, vous direz que la soupe est bonne.

Ainsi continua-t-on de cultiver le secret. Quand j'étais conseiller général, lorsque j'ai voulu obtenir un certain nombre d'informations sur la centrale de Nogent-sur-Seine, j'ai fait connaissance avec la

panoplie des méthodes habituellement pratiquées : enquêtes publiques biaisées, fausses données, tentative d'arrosage des élus par la promesse que leurs communes bénéficieraient de somptueuses taxes professionnelles et autres grandes manœuvres et petites bassesses.

Décembre 1989, lors du débat à l'Assemblée nationale sur la politique énergétique de la France, tout fut ficelé, expédié au pas de charge, en une demi-journée. Ce fut en vérité une triste caricature : pas un seul élu du peuple n'osa émettre le moindre doute sur le choix nucléaire de notre pays, alors qu'au même moment une grande majorité des Français souhaitait l'arrêt de ce programme. Le groupe socialiste, en particulier, refusa de me laisser quelques minutes de parole... Silence dans les rangs, petit doigt sur la couture du pantalon, rompez!

— Il va sans dire que nous devons impérativement maintenir de fortes exigences en matière de sécurité et de transparence de l'information, déclara sans rire M. Fauroux, ministre de l'Industrie.

Depuis quatre mois, ses services avaient connaissance du rapport Rouvillois, qui traitait de la mauvaise gestion des déchets, des coûts astronomiques, de la responsabilité d'EDF dans la

CANNIBALES DE L'ÉTAT

surcapacité de notre parc et autres joyeusetés. Bien sûr, ce brûlot avait été bouclé au frigo. Pas question de se mettre les grands groupes industriels sur le dos, il ne fallait pas affoler les populations, des milliers d'emplois risquaient d'être menacés... et puis après tout, on ne risquait pas grand-chose, en France, et puis, et puis...

Et puis de nos jours, la machine continue de tourner de plus belle et de prendre de l'embonpoint. Car le but suprême de cet univers est son extension, tel un culturiste qui fait de la perpétuelle gonflette devant son armoire à glace. La machine est boulimique : plus de crédits, de construction, de production... et plus on produit, plus on consomme, plus on consomme plus on produit, il suffit pour cela de créer des besoins nouveaux.

À l'étage supérieur, le chef de l'État, qui dirige les grandes orientations de la stratégie de défense, laisse pratiquement le nucléaire civil se piloter lui-même. Tout se décide dans un consensus mou, par une sorte de porosité entre l'exécutif des différentes administrations et les « grosses pointures » que sont l'EDF et la Cogema. Entre gens du même monde, on sait s'entendre.

Je crois indispensable, au contraire, que les élus

CANNIBALES DE L'ÉTAT

de la nation et les responsables politiques exercent leur rôle de décideurs et de surveillant.

La politique énergétique, c'est l'affaire de tous les citoyens. Ne laissons pas les enfants inconsients et diplômés faire joujou avec le feu nucléaire. Ne laissons pas la folle machine continuer de tourner.

Sinon, le ciel nous tombera sur la tête.